

EIDGENÖSSISCHE FINANZKONTROLLE  
CONTRÔLE FÉDÉRAL DES FINANCES  
CONTROLLO FEDERALE DELLE FINANZE  
SWISS FEDERAL AUDIT OFFICE



# PROGRAMME ANNUEL 2017



# CONTRÔLE FÉDÉRAL DES FINANCES

Monbijoustrasse 45  
3003 Berne – Suisse  
T. +41 58 463 11 11  
F. +41 58 453 11 00  
info@cdf.admin.ch

 twitter @EFK\_CDF\_SFAO

[WWW.CDF.ADMIN.CH](http://WWW.CDF.ADMIN.CH)



## NOUS ARRIVONS À 140 ANS !

### TABLE DES MATIÈRES

#### LA SURVEILLANCE FINANCIÈRE

OBJECTIFS, RESSOURCES  
ET CHAMP D'APPLICATION 7

#### ANNEXE 1

LISTE DES AUDITS PRÉVUS 13

#### ANNEXE 2

ABRÉVIATIONS UTILISÉES 21

Si vous aimez chercher des champignons, vous avez déjà été confronté à ce dilemme: les forêts couvrent un tiers du territoire suisse. Vous connaissez quelques «coins» à champignons. Que faire? Partir à la découverte ou visiter régulièrement vos coins en espérant que les champignons ont repoussé depuis votre dernier passage?

Le champ de la surveillance du CDF est très vaste et suit la croissance de l'Etat. Il comprend l'administration fédérale centrale et décentralisée, mais aussi les bénéficiaires de subventions, les organisations chargées de tâches fédérales et les entreprises de la Confédération. Notre stratégie est claire: «Le CDF exerce sa surveillance financière dans toute l'étendue de son portefeuille, sans exception». Voilà pourquoi nous réalisons des audits dans ce qui est parfois pour nous une «terra incognita». Avec comme résultat la découverte de nouveaux problèmes qui viennent justifier la nécessité de sortir de notre champ d'activité traditionnel.

Pour chacun de nos audits, nos constats s'accompagnent de recommandations.

Dans la grande majorité des cas, ces dernières sont suivies par les responsables et la situation progresse après notre passage. La gestion de la Centrale de compensation ou celle des achats du Secrétariat d'Etat aux migrations se sont par exemple nettement améliorées. Un constat réjouissant qui illustre également qu'un audit de suivi ne serait pas forcément indispensable.

Alors, à chaque nouveau programme annuel d'audit, la même question se pose: quelle part de nos ressources devons-nous consacrer à vérifier que nos anciennes recommandations ont été réellement mises en place?

Un début de réponse a été donné par le Parlement dans son rapport d'enquête de 2014 sur l'abandon du projet informatique INSIEME. Il a posé deux exigences. D'une part, le CDF doit fournir à l'avenir des informations actualisées sur l'état de la mise en œuvre de ses recommandations. D'autre part, le Parlement estime qu'il est important que le CDF couvre les principaux domaines à risque. Faire l'un sans négliger l'autre. Ainsi, la fameuse »



question des ressources se pose aussi pour nous. Après une augmentation de postes de 6 personnes en 2015 et de 5 en 2016 grâce au soutien du Parlement, le CDF emploie actuellement l'équivalent de 110 personnes.

Dans ce contexte, un petit tour dans notre histoire est instructif. Le 19 février prochain, le CDF aura 140 ans. C'est en 1877 que notre ancêtre, le Bureau des contrôles, a fait ses premiers pas vers l'indépendance avec 5 personnes. Des ressources à mettre en relation avec un effectif de 1093 fonctionnaires dans l'administration fédérale centrale en 1875. Si on extrapole ces chiffres, on arriverait aujourd'hui à un CDF avec 170 personnes pour le seul champ de l'administration fédérale centrale. Une réflexion sur les coûts du CDF en relation avec le budget fédéral conduit à un résultat presque comparable: 160 postes.

Laissons provisoirement ces réflexions sur les ressources et réjouissons-nous d'avoir pu trouver un compromis très helvétique à notre dilemme. Un plat de champignons avec des classiques et

quelques nouveautés. Le programme d'audit 2017 aborde des thèmes sur lesquels le CDF ne s'est pas encore penché jusqu'à présent. Une vigilance particulière est également attachée au suivi de nos recommandations essentielles. Des recommandations auxquelles le Conseil fédéral, selon la volonté du Parlement, devrait aussi accorder une attention soutenue.

Merci à toutes les personnes qui soutiennent nos travaux et s'engagent avec nous pour rendre l'administration fédérale encore plus efficiente et efficace !

**Michel Huissoud**



# LA SURVEILLANCE FINANCIÈRE

## OBJECTIFS, RESSOURCES ET CHAMP D'APPLICATION



## LA SURVEILLANCE FINANCIÈRE OBJECTIFS, RESSOURCES ET CHAMP D'APPLICATION

### 1. OBJECTIFS

Le Contrôle fédéral des finances (CDF) est l'organe suprême de surveillance financière de la Confédération<sup>1</sup>. Il assiste l'Assemblée fédérale dans sa haute surveillance et le Conseil fédéral dans sa surveillance de l'administration fédérale. Son contrôle s'étend sur:

- L'administration fédérale, ses unités centralisées et décentralisées
- Les services du Parlement
- Les bénéficiaires d'indemnités et d'aides financières
- Les collectivités, les établissements et les organisations auxquels la Confédération confie l'exécution de tâches publiques
- Les entreprises dont plus de 50 % du capital social appartient à la Confédération
- Les Tribunaux fédéraux, l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers (FINMA) et l'Autorité fédérale de surveillance en matière de révision (ASR), si cela relève de la haute surveillance par l'Assemblée fédérale<sup>2</sup>.

Le CDF concentre ses audits sur la gestion. Ses ressources sont affectées en priorité à la surveillance financière, en particulier aux examens de rentabilité et aux évaluations.

Le CDF assume également des mandats d'organe de révision s'ils permettent des synergies avec sa surveillance financière, s'ils sont intéressants de par leur nature, s'ils sont politiquement souhaitables ou présentent un intérêt public.

Le CDF coopère avec les Inspections financières de la Confédération. Il œuvre à la qualité de leur travail et à leur indépendance.

Le CDF collabore avec les Contrôles cantonaux des finances, notamment dans le cadre de la surveillance de la nouvelle péréquation financière.

Le CDF coordonne les audits des organes de contrôle pour éviter les doublons et les lacunes inacceptables en matière d'audit. Il harmonise ses programmes avec les Inspections des finances et les instances parlementaires de surveillance. Cependant, cette coordination atteint parfois ses limites. Par exemple, quand les mandats et les méthodes d'audit divergent trop ou que les Commissions parlementaires de surveillance modifient les priorités en raison de l'actualité.

<sup>1</sup> Loi sur le Contrôle des finances (LCF) du 28 juin 1967.

<sup>2</sup> Seules exceptions: la Banque nationale suisse et la Société suisse de radiodiffusion et de télévision (SSR) ne sont pas soumises à la surveillance du CDF. Néanmoins, la cheffe du Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication (DETEC) peut charger le CDF d'audits spéciaux auprès de la SSR. A l'exception de sa branche «Assurance militaire», la Caisse nationale suisse d'assurance en cas d'accidents (CNA) n'est pas non plus assujettie à la surveillance du CDF.



## 2. DE LA VÉRIFICATION DES COMPTES À UNE SURVEILLANCE ÉLARGIE

Chaque année, le CDF vérifie le compte de la Confédération. Mais ses mandats d'auditeur externe s'étendent aussi sur:

- Le fonds de compensation de l'Assurance vieillesse et survivants (AVS), de l'Assurance invalidité (AI) et des Allocations pour perte de gain (APG), ainsi que celui de l'assurance-chômage (AC)
- Le fonds pour les grands projets ferroviaires
- Le fonds d'infrastructure
- Le domaine des Ecoles polytechniques fédérales
- Le Fonds national de la recherche scientifique
- La Régie fédérale des alcools
- Swissmedic
- L'Institut fédéral de la propriété intellectuelle
- L'Institut fédéral de métrologie
- La FINMA et l'ASR
- L'Union postale universelle et l'Organisation météorologique mondiale.

La surveillance financière ne traite pas que la régularité comptable, mais porte aussi sur des questions de légalité matérielle, d'économie, de rentabilité et d'efficacité des dépenses. A cet égard, le CDF examine si les ressources sont employées de manière économe et si les dépenses consenties déploient l'effet escompté<sup>3</sup>. Enfin, le Conseil fédéral et le Parlement, grâce à sa Délégation des finances, peuvent confier des mandats spéciaux au CDF.

Les rapports d'audits de surveillance financière aident la Délégation des finances à exercer sa haute surveillance sur l'administration. Au besoin, elle peut intervenir auprès du Conseil fédéral.

## 3. ASSURANCE-QUALITÉ ET RESSOURCES

Gage d'une administration en amélioration constante pour la collectivité, la surveillance financière se fonde sur le savoir, l'expérience professionnelle et les compétences sociales. A l'instar d'une société fiduciaire privée, le CDF est dûment enregistré auprès de l'ASR.

Le CDF attache une grande importance à la formation et au perfectionnement de ses collaborateurs. Des cours sont organisés en janvier pour le personnel du CDF, des Inspections des finances de la Confédération et, en partie, des contrôles cantonaux des finances. Ses collaborateurs sont tenus d'approfondir leurs connaissances dans leur domaine et de les diffuser au sein du CDF.

Pour l'exercice 2017, le Parlement a accordé au CDF des crédits de près de 27,1 millions de francs. Les collaborateurs du CDF réaliseront près de 90 % du programme annuel. Les 10 % restants seront exécutés par des externes dûment mandatés<sup>4</sup>, mais travaillant sous la responsabilité et la direction du CDF.

<sup>3</sup> LCF, article 5.

<sup>4</sup> LCF, article 3.



## 4. PRINCIPAUX CHAMPS D'AUDIT

Sur la base de son mandat légal, de sa stratégie et de ses objectifs annuels, le CDF a défini les principaux axes suivants pour son programme annuel.

### **Compte d'Etat**

Le Parlement doit pouvoir s'assurer que les comptes fédéraux ont été vérifiés par un organe de contrôle indépendant, soit le CDF, avant leur approbation et que les chiffres reflètent correctement la situation financière de la Confédération. Les Inspections des finances participent aux vérifications des comptes dans les unités propres. Les résultats des audits sont alors livrés aux Commissions des finances dans un rapport d'attestation et à l'Administration fédérale des finances dans un rapport explicatif détaillé également soumis par le CDF à la Délégation des finances. Ces deux documents sont disponibles sur le site Internet du CDF.

### **Ecoles polytechniques**

Le CDF vérifie les comptes annuels du domaine des EPF, soit les comptes du Conseil des EPF, des deux hautes écoles et de quatre établissements de recherche. La révision des différents comptes du domaine des EPF facilite la réalisation d'audits plus approfondis en matière de surveillance financière.

### **Assurances sociales**

Le CDF exécute les mandats de révision du fonds de compensation de l'AVS/AI/ APG et celui de l'AC, ainsi que des Caisses fédérale et suisse de compensation.

### **Transversales alpines**

Le CDF est chargé de la haute surveillance financière et de la coordination des différents services de révision et organes de surveillance pour la construction des transversales ferroviaires alpines. Chaque instance de contrôle assume la responsabilité de ses propres audits. Le CDF s'assure de l'absence de doublons et de lacunes. Il effectue aussi ses propres audits, notamment sur les chantiers, et vérifie les comptes du Fonds pour les grands projets ferroviaires.

### **Péréquation financière**

Depuis 2008, le CDF vérifie auprès des 26 cantons et des offices fédéraux les bases de calcul et la détermination des indices de la péréquation des ressources et de la compensation des charges. Une erreur dans les données de base ou leur traitement peut entraîner un impact financier considérable pour les cantons et la Confédération. Le but est de vérifier la reprise correcte des données fiscales de tous les cantons sur un intervalle de quatre ans.

### **Audits informatiques**

Traditionnellement, le CDF audite l'informatique fédérale. Le contrôle de la sécurité, du développement, du fonctionnement et de la rentabilité des nombreuses applications informatiques est une part importante de son programme annuel.

### **Projets informatiques clés**

Depuis mars 2013, le Conseil fédéral a confié au CDF la mission d'audit et de suivi des projets informatiques clés de la Confédération. Il s'agit de projets dont le coût dépasse 30 millions de francs ou qui sont d'importance stratégique.

### **Examens de rentabilité et évaluations**

Par évaluation, soit une des formes d'examen de rentabilité, le CDF entend l'analyse et l'appréciation systématiques et objectives du concept, de la réalisation et de l'impact des subventions, politiques, programmes ou projets publics. Les autres

examens de rentabilité se concentrent sur la mise en œuvre et analysent les rapports entre les ressources financières (input) et les produits ou prestations financés (output). Les nouveaux projets d'évaluation sont concrétisés selon différents critères d'adéquation et sont précédés d'une phase de concept. Durant les évaluations, le CDF accorde une importance primordiale à la participation des acteurs et publics-cibles concernés. C'est une condition au succès d'une évaluation.

### **Examens des subventions**

Le CDF est tenu de vérifier l'utilisation légale, régulière et économe des contributions de la Confédération. Des audits sont prévus auprès des offices responsables et des bénéficiaires, notamment dans les domaines de la culture, de l'aide au développement, de l'économie, de la science, de l'environnement et de la santé. Ces audits amènent également le CDF à vérifier des projets à l'étranger, comme dans le cadre de l'aide au développement ou de la contribution à l'élargissement de l'Europe de l'Est.

### **Examens des constructions et des acquisitions**

Le CDF réalise des audits spéciaux sur les constructions et les acquisitions. Il peut vérifier des cahiers des charges ou des projets avant leur approbation. Les contrôles sont effectués lors des phases de la construction, mais principalement à un stade précoce, car cela confère une marge de manœuvre plus grande en cas d'adaptation.

La question des partenariats publics-privé (PPP), la domotique et les questions environnementales gagnent en importance. Les vérifications portent sur une analyse critique des besoins, une exécution durable des tâches et sur les coûts relatifs au cycle de vie.

Pour le domaine central des acquisitions, le CDF examine aussi bien les critères économiques que le respect des prescriptions légales. Il vérifie également auprès des fournisseurs en situation de monopole que ceux-ci n'ont pas abusé de leur position. Enfin, le CDF vérifie le bon fonctionnement des relations entre les fournisseurs de prestations internes et les bénéficiaires de ces prestations au sein de l'administration.

### **Audits de la gouvernance des unités administratives**

La décision d'audit dans les unités administratives se base sur une analyse des risques. Sont déterminants le volume financier, les tâches nouvelles ou modifiées, la complexité des processus, la gouvernance, les résultats des révisions précédentes, l'informatique et l'importance politique.

### **Entreprises de la Confédération**

Les audits du CDF auprès des entreprises de la Confédération aident le Parlement dans ses tâches de haute surveillance financière et sont ciblés sur des risques précis.

### **Organisations internationales**

Le CDF exerce plusieurs mandats auprès d'organisations internationales. Ils incombent traditionnellement à la Suisse – comme pour l'Union postale universelle, sise à Berne, ou l'Organisation météorologique mondiale, sise à Genève – ou doivent être assumés par notre pays en tant que membre de l'organisation correspondante, selon un principe de rotation. Pour la vérification des comptes des organisations spéciales des Nations Unies, le CDF fait partie du Groupe des neuf auditeurs externes des Nations Unies. C'est ici un lieu d'un échange mutuel d'expériences avec des autorités de contrôle étrangères.



# ANNEXE 1

# LISTE DES AUDITS PRÉVUS



## LISTE DES AUDITS PRÉVUS (NUMÉRO DE MANDAT)

### CONSEIL FÉDÉRAL

- Audit de la sécurité informatique du Conseil fédéral (17419) \*

### CHANCELLERIE FÉDÉRALE

- Audit du projet informatique clé GEVER Bund (17407) \*
- Audit du projet modernisation du CPO (17347)

### DÉPARTEMENT FÉDÉRAL DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

#### Secrétariat général

- Audit du message accompagnant la demande de crédit d'engagement pour l'exposition universelle 2020 à Dubaï (17568) \*\*

#### Direction des ressources

- Audit des processus de subventions – partie de l'audit du Compte d'Etat (17121)

#### Direction politique

- Evaluation de l'efficacité du réseau actuel des représentations suisses à l'étranger (17565) \*
- Evaluation des activités du Groupe de travail interdépartemental pour la lutte contre la corruption (17436) \*
- Audit de l'utilisation des ressources dans le domaine de la politique de la paix et de la sécurité (17566) \*

#### Direction du développement et de la coopération

- Audit de l'utilisation des moyens pour des projets de recherche donnés aux hautes écoles suisses (17567) \*
- Audit de la gouvernance suite à l'absorption des services centraux de la DDC par la Direction des ressources du DFAE (17417) \*
- Audit des achats de matériel faits pour les actions d'aides humanitaires et du Corps suisse d'aide humanitaire (17625) \*
- Audit des aides alimentaires de la Suisse (17201) \*
- Audit de projets des programmes globaux Changement climatique et initiatives Eau (17420) \*

### DÉPARTEMENT DE L'INTÉRIEUR

#### Office fédéral de la culture

- Audit des subventions et des cotisations (17416) \*

#### Archives fédérales suisses

- Audit transversal de la mise en œuvre de la stratégie Open Government Data Suisse à la Confédération (17491) \*

#### MétéoSuisse

- Audit de suivi de la gouvernance dans le domaine informatique (17488)

\* Publication prévue

\*\* Mandat spécial confié par le Parlement

#### Office fédéral de la santé publique

- Audit de l'utilisation économique des fonds affectés (17542) \*
- Audit des processus de personnel – partie de l'audit du Compte d'Etat (17134)
- Audit de la gestion de projets dans le domaine des prestations (17492)

#### Office fédéral de la statistique

- Audit de suivi du projet Reengineering du registre des entreprises et des établissements (17412)

#### Office fédéral de la sécurité alimentaire et des affaires vétérinaires

- Audit du potentiel d'optimisation au niveau des subventions et des cotisations (17357) \*

#### Bureau fédéral de l'égalité entre femmes et hommes

- Audit de subventions des mesures pour l'égalité entre femmes et hommes (17490) \*

### DÉPARTEMENT FÉDÉRAL DE JUSTICE ET POLICE

#### Centre de services informatiques

- Audit de rentabilité de la surveillance de la correspondance par télécommunication (17649) \*\*

#### fedpol

- Audit des dépenses dans le domaine de l'observation et des engagements spéciaux (17523) \*\*

#### Secrétariat d'Etat aux migrations

- Audit du projet «Mise en œuvre de la restructuration du domaine de l'asile et développement organisationnel au secrétariat d'Etat aux migrations» (17546) \*
- Audit du projet informatique clé Renouveau de la plateforme biométrique du DFJP (17535) \*
- Audit de construction des centres d'accueil pour réfugiés (17377) \*
- Audit de projets et de systèmes du EU-Internal Security Fund (17017)

### DÉPARTEMENT DE LA DÉFENSE, DE LA PROTECTION DE LA POPULATION ET DES SPORTS

#### Secrétariat général

- Audit de suivi de la mise en œuvre des recommandations essentielles (17607)
- Audit de la mise en œuvre des mesures en lien avec les incidents de sécurité chez RUAG (17440)
- Audit de la mise en œuvre de la planification de l'architecture informatique et de la gestion des portefeuilles (17402)
- Audit de l'efficacité de l'audit interne (17216)

- Audit transversal sur l'efficacité des évaluations dans l'administration fédérale (17214)\*
- Audit de la mise en œuvre des directives concernant les activités commerciales au DDPS (17209)

#### Service de renseignement de la Confédération

- Audit de l'augmentation des ressources et de certains aspects TIC (17601)\*\*

#### Office fédéral de la protection de la population

- Examen de prix (17432)
- Audit de subventions auprès de la protection civile (17056)\*

#### Etat-major de conduite de l'armée

- Audit de suivi du projet informatique clé Télécommunication de l'armée (17619)\*
- Audit du concept d'engagement des installations de conduite (17596)

#### Base d'aide au commandement

- Audit de suivi du projet informatique clé Réseau de conduite Suisse (17618)\*
- Audit des «contrôles généraux informatiques» – partie de l'audit du Compte d'Etat (17497)
- Audit du projet informatique clé Centres de calcul DDPS/Confédération 2020 avec accent sur les domaines de la construction et des achats (17410)\*
- Audit de la comptabilité analytique (17221)

#### Etat-major de l'armée

- Audit de suivi de la mise en œuvre des recommandations essentielles (17608)
- Audit du parc immobilier principal dans le cadre du concept de stationnement 2013 (17226)\*
- Préparation de l'audit parallèle avec la Cour fédérale des comptes d'Allemagne sur l'efficacité de la convention sur la cybercriminalité (17220)\*

#### Base logistique de l'armée

- Examen de prix (17583)
- Audit des synergies entre les soins de base militaires du service sanitaire et le système civil de la santé publique (17295)\*
- Audit de suivi auprès du Centre équestre national (17058)\*

#### armasuisse

- Audit de la simplification et de l'accélération du processus d'acquisition (17563)\*
- Examen de prix (17068, 17615)
- Audit de la mise en œuvre des tâches (17515)

#### Office fédéral du sport

- Audit de subventions (17603)\*

## DÉPARTEMENT FÉDÉRAL DES FINANCES

#### Secrétariat général

- Audit de l'utilisation de la gestion des risques de la Confédération comme outil de conduite (17476)\*

#### Administration fédérale des finances

- Révision du Compte de la Confédération 2016 (17093, 17094)\*
- Audit du Restatement du Compte d'Etat phase 2 (17450)
- Audit des processus de la Trésorerie fédérale – partie de l'audit du Compte d'Etat (17108)
- Audit transversal de la mise en œuvre des mesures prises depuis 2009 dans le domaine des subventions (17575)\*
- Audit de l'adéquation des allègements fiscaux et des dérogations au niveau des recettes de la Confédération (17467)\*
- Réforme de la péréquation financière (RPT): Contrôle de l'assurance-qualité de la péréquation des ressources et de la compensation des charges (17097)\*

#### Caisse fédérale du personnel

- Révision des comptes (17095, 17096)

#### Centrale de compensation

- Audit de l'Aide au calcul et à l'octroi des rentes ACOR (17495)
- Audit de l'efficacité de l'audit interne (17494)

#### Caisse suisse de compensation

- Révision des comptes (17011)

#### Caisse fédérale de compensation

- Révision des comptes (17007, 17009)

#### Office fédéral du personnel

- Audit des processus dans l'environnement de BV PLUS – partie de l'audit du Compte d'Etat (17128)

#### Administration fédérale des contributions

- Audit des mesures visant à mettre en œuvre l'échange international d'informations (17536)
- Audit de la gestion des cas juridiques en suspens (17473)
- Audit de l'efficacité de l'audit interne (17442)
- Audit du projet informatique clé FISCAL-IT (17441)\*
- Audit de l'adéquation des taux de la dette fiscale nette (17265)
- Audit du processus d'encaissement de la taxe sur la valeur ajoutée – partie de l'audit du Compte d'Etat (17105)



## Administration fédérale des douanes

- Audit des processus d'achat – partie de l'audit du Compte d'Etat (17111)
- Audit de suivi des activités de contrôle auprès des dépôts francs sous douane (17458)\*
- Audit des processus d'encaissement de la redevance sur le trafic des poids lourds – partie de l'audit du Compte d'Etat (17110)

## Unité de pilotage informatique de la Confédération

- Audit du projet informatique clé Unified Communication & Collaboration (17533)\*

## Office fédéral de l'informatique et de la télécommunication

- Audit du processus d'achat (17117)\*
- Audit des «contrôles généraux informatiques» – partie de l'audit du Compte d'Etat (17106)
- Audit de l'infrastructure IT Antarktika Cloud (17548)
- Audit du domaine «projets et prestations de services» (17387)\*

## Office fédéral des constructions et de la logistique

- Soutien de l'inspecteur des finances lors de l'audit des processus d'encaissement des autres revenus – partie de l'audit du Compte d'Etat (17604)
- Contrôle de fonctionnement de la gestion immobilière entre office fédéral et domaine des EPF – partie de l'audit du compte d'Etat (17600)
- Audit de l'efficacité de l'audit interne (17527)
- Examens de prix (17528, 17529)
- Audit de la gestion des imprimés (17254)
- Audit des procédures relatives à la gestion et à l'ajustement du portefeuille immobilier (17256)\*
- Audit de projets de construction lors de rénovations de biens immobiliers (17120)\*

## Secrétariat d'Etat aux questions financières internationales

- Audit de la gestion de la procédure amiable (17453)

## DÉPARTEMENT FÉDÉRAL DE L'ÉCONOMIE, DE LA FORMATION ET DE LA RECHERCHE

### Secrétariat général

- Audit de suivi de la mise en œuvre des recommandations essentielles du département (17517)
- Audit de la mise en œuvre du controlling des achats au DEFR (17356)

### Secrétariat d'Etat à l'économie

- Audit du respect des objectifs stratégiques 2014 à 2017 du Conseil fédéral par SIFEM SA (17605)\*
- Audit de la gouvernance auprès de l'assurance-chômage (17540)\*\*

- Audit de rentabilité des projets touristiques de la Nouvelle politique régionale (17434)
- Audit de la gouvernance des contrôles à l'exportation et des sanctions (17425)\*

### Office fédéral de l'agriculture

- Audit du remboursement de l'impôt sur les huiles minérales dans l'agriculture (17500)\*
- Audit de rentabilité des aides financières versées à des organisations tierces (17159)\*

### Agroscope

- Audit de rentabilité des infrastructures immobilières (17502)\*

### Secrétariat d'Etat à la formation, à la recherche et à l'innovation

- Audit de la surveillance sur les fonds en faveur de la formation professionnelle (17391)\*
- Audit de l'économicité du financement direct des projets de l'UE (17189)

## DÉPARTEMENT DE L'ENVIRONNEMENT, DES TRANSPORTS, DE L'ÉNERGIE ET DE LA COMMUNICATION

### Office fédéral des transports

- Audit de construction: Méta-analyse des audits précédents (17572)\*
- Audit transversal de l'acquisition de matériel roulant des chemins de fer (17484)\*
- Audit de l'environnement applicatif (17383)
- Audit de l'efficacité de l'audit interne (17001)
- Evaluation de la chaussée roulante (17570)\*

### Office fédéral de l'énergie

- Audit de rentabilité de la coordination des soutiens aux installations de biogaz agricole (17578)\*
- Audit de suivi de la mise en œuvre des recommandations essentielles (17148)
- Evaluation de l'utilisation des appels d'offres publics (17590)\*
- Audit des subventions Energie Suisse (17179)\*

### Office fédéral des routes

- Audit du projet informatique clé Système d'information relatif à l'admission à la circulation (17576)\*
- Audit de suivi des achats (17180)
- Audit des processus de gestion des immobilisations – partie de l'audit du Compte d'Etat (17196)
- Audit de suivi du projet de l'autoroute 9 (17479)\*
- Audit de la gestion des biens-fonds pour les routes nationales (17362)\*
- Audit du business case du projet Architecture système Suisse (17181)\*

\* Publication prévue

\*\* Mandat spécial confié par le Parlement





### Office fédéral de l'environnement

- Evaluation de la rentabilité des mesures pour lutter contre les poussières fines (17571)\*
- Audit informatique Plate-forme commune d'information sur les dangers naturels (17481)
- Audit de l'observation de l'environnement selon la loi sur la protection de l'environnement (17408)\*
- Audit des processus de subventions – partie de l'audit du Compte d'Etat (17197)
- Audit des processus du personnel – partie de l'audit du Compte d'Etat (17146)

## FONDACTIONS, ÉTABLISSEMENTS, FONDS ET ORGANISATIONS SPÉCIALES

### Fondation des immeubles pour les organisations internationales (FIPOI) à Genève

- Révision des comptes (17082, 17083)
- Audit de la fusion de la Fondation des immeubles pour les organisations internationales (FIPOI) avec la Fondation du Centre international de Genève (FCIG) (17597)

### Fondation Parc national suisse

- Révision des comptes (17053)

### Fondation Marcel Benoist

- Révision des comptes (17646)

### Pro Helvetia

- Révision des comptes (17040)
- Audit de subventions (17614)\*

### Agence suisse d'accréditation et d'assurance qualité

- Révision des comptes de l'AAQ et du Conseil suisse d'accréditation (17519)

### Centre suisse de coordination pour la recherche en éducation, Aarau

- Révision des comptes (17167)

### Conférence suisse des hautes écoles

- Révision des comptes (17166)
- Audit de la mise en œuvre des tâches des nouveaux organes des hautes écoles suisses (17499)

### swissuniversities

- Révision des comptes (17118)

### Fonds national suisse

- Révision des comptes (17035, 17036)

### Domaine des EPF

- Révision des comptes (17020)
- Audit des bilans d'ouverture «Nouvelles normes comptables» – 2ème phase (17513)
- Examen des services d'achat (17444)\*

### Conseil des EPF

- Révision des comptes (17021, 17022)

### École polytechnique fédérale de Zurich

- Révision des comptes (17023, 17024)

### École polytechnique fédérale de Lausanne

- Révision des comptes (17033, 17034)

- Révision des comptes de la Société simple du Quartier Nord (17142, 17143)

### Institut fédéral de recherches sur la forêt, la neige et le paysage

- Révision des comptes (17025, 17026)

### Laboratoire fédéral d'essai des matériaux et de recherche

- Révision des comptes (17027, 17028)

### Institut fédéral pour l'aménagement, l'épuration et la protection des eaux

- Révision des comptes (17029, 17030)

### Institut Paul Scherrer

- Révision des comptes (17031, 17032)
- Audit de la sécurité informatique et du Business Continuity Management (17613)

### Swissmedic

- Révision des comptes (17042, 17043, 17054)

### Institut fédéral de la propriété intellectuelle (IFPI)

- Révision des comptes (17005, 17006)

- Audit des décomptes des projets de coopération du SECO (17016)

### Institut fédéral de métrologie (METAS)

- Révision intermédiaire des comptes (17018, 17019)

### Fonds social pour la défense et la protection de la population

- Révision des comptes (17044)

### Autorité fédérale de surveillance en matière de révision (ASR)

- Révision des comptes (17013)
- Association IFIAR: Révision des comptes (17426)

### Fonds de compensation AVS / AI / APG

- Révision des comptes (17003, 17004)
- Audit des causes de pertes de cotisations (17584)
- Audit des achats (17496)\*\*

### Régie fédérale des alcools

- Révision des comptes (17101, 17102)

### Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers (FINMA)

- Révision des comptes (17103, 17104)



## Fonds de compensation de l'assurance-chômage

- Révision des comptes (17015, 17194)
- Audit de subventions pour les indemnités des accords bilatéraux (17541)
- Audit de la gouvernance auprès de l'assurance-chômage (17540)\*\*
- Audit du décompte AVS pour les indemnités de l'assurance-chômage (17539)

## Chemins de fer fédéraux (CFF)

- Audit de construction du CEVA à Genève (17333)
- Audit de suivi des exigences en matière de répartition interne des coûts (17177)

## Fonds pour les grands projets ferroviaires

- Fonds d'infrastructure ferroviaire: Révision des comptes (17045)

## Nouvelle ligne ferroviaire à travers les Alpes (NLFA)

- Analyse des rapports des instances de surveillance NLFA et des dossiers de la délégation de surveillance de la NLFA et réunions de coordination (17047)

## Fonds d'infrastructure pour le trafic d'agglomération et le réseau des routes nationales

- Révision des comptes (17049, 17520)

## Fonds suisse pour le paysage

- Révision des comptes (17050)

## Fonds en faveur de la recherche sur la forêt et le bois

- Révision des comptes (17052)
- Audit de l'utilité du fonds pour les recherches forestières et l'utilisation du bois (17394)\*

## RUAG

- Audit dans le domaine «Governance, Risk and Compliance» (17626)\*
- Examen de prix (17222)

## ORGANISATIONS ET COOPÉRATIONS INTERNATIONALES

Le CDF exerce plusieurs mandats de révision sur le plan international et exécute plusieurs audits auprès des institutions suivantes:

- Union postale universelle – UPU (17072, 17073, 17074, 17075, 17076, 17077, 17078)
- Organisation intergouvernementale pour les transports internationaux ferroviaires – OTIF (17071)
- Association européenne de libre-échange – AELE (17079)
- Union interparlementaire – UIP (17081)
- Union internationale pour la protection des obtentions végétales – UPOV (17080)
- Organisation météorologique mondiale – OMM (17084, 17085, 17086, 17087, 17088, 17598, 17599)
- Régularisation internationale du Rhin (17051)

\* Publication prévue

\*\* Mandat spécial confié par le Parlement





# ANNEXE 2

# ABRÉVIATIONS UTILISÉES



## ABRÉVIATIONS UTILISÉES

<b>AC</b>	Assurance-chômage
<b>AI</b>	Assurance-invalidité
<b>APG</b>	Allocations pour perte de gain
<b>ASR</b>	Autorité fédérale de surveillance en matière de révision
<b>AVS</b>	Assurance-vieillesse et survivants
<b>CDF</b>	Contrôle fédéral des finances
<b>CNA</b>	Caisse nationale suisse d'assurance en cas d'accidents
<b>CPO</b>	Centre des publications officielles
<b>DDC</b>	Direction du développement et de la coopération
<b>DDPS</b>	Département de la défense, de la protection de la population et des sports
<b>DEFR</b>	Département fédéral de l'économie, de la formation et de la recherche
<b>DETEC</b>	Département de l'environnement, transports, énergie et communication
<b>DFAE</b>	Département fédéral des affaires étrangères
<b>DFJP</b>	Département fédéral de justice et police
<b>EPF</b>	Ecole polytechnique fédérale
<b>FINMA</b>	Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers
<b>IFIAR</b>	International Forum of Independent Audit Regulators
<b>IT</b>	Technologies de l'information
<b>LCF</b>	Loi sur le Contrôle des finances
<b>PPP</b>	Partenariats public-privé
<b>SECO</b>	Secrétariat d'Etat à l'économie
<b>SIFEM AG</b>	Swiss Investment Fund for Emerging Markets
<b>SSR</b>	Société suisse de radiodiffusion et de télévision
<b>TIC</b>	Technologies de l'information et de la communication
<b>UE</b>	Union européenne

